

L'USOEB exhorte l'OEB à mettre fin aux actions contre les représentants du personnel persécutés

L'Union syndicale de l'Office européen des brevets (USOEB) a appelé le Président de l'OEB António Campinos à retirer les accusations contre un membre du syndicat du personnel et à en réintégrer un autre pleinement afin de restaurer le dialogue social au sein de l'Office.

Lors d'une assemblée générale, le personnel de l'OEB s'est réuni dans la perspective des élections à venir au sein de l'USOEB et a adopté une résolution qui a entre-temps été transmise à M. Campinos.

La résolution relève que M. Campinos a convoqué une nouvelle audience de la commission de discipline contre l'ancienne présidente de l'USOEB de Munich et présidente du comité local du personnel de l'OEB de Munich, Elizabeth Hardon, avec les accusations antérieures qui avaient été écartées par le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail (TAOIT).

L'USOEB déclare que le TAOIT a déjà « sanctionné » le comportement administratif de l'OEB dans deux autres procédures, contre Ion Brumme et Malika Weaver.

L'OIT innocente des fonctionnaires de l'OEB

Des « mesures urgentes » s'imposent concernant les affaires disciplinaires de l'OEB devant le TAOIT

La résolution mentionne également Laurent Prunier, ancien secrétaire de l'USOEB de La Haye et membre du Comité central du personnel, qui a également été licencié pour des « motifs injustifiés ».

Enfin, elle prend acte des mesures disciplinaires prises contre Aurélien Pétiard et Michael Lund, que le TAOIT a jugées « dans les limites de l'acceptable » ou « non disproportionnées ».

L'USOEB affirme qu'il est désormais « tout à fait clair que ces mesures disciplinaires avaient une motivation politique s'inscrivant dans une campagne d'intimidation contre des représentants du personnel ».

Dans sa résolution, l'USOEB demande que M. Campinos retire les accusations contre Mme Hardon et réintègre pleinement M. Prunier.

Elle demande également que l'Office répare les torts subis par MM. Pétiard et Lund.

Peu après la publication de la résolution de l'USOEB, un nouveau document a été diffusé par l'« équipe EPO-flier, » qui se présente elle-même comme un groupe de « membres impliqués du personnel de l'Office européen des brevets qui souhaitent rester anonymes en raison du climat social tendu qui règne au sein de l'Office ».

Dans un tract adressé aux délégations au Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets, l'équipe EPO flier indique qu'un véritable dialogue social ne pourra

s'engager qu'après une « réhabilitation et une réparation » des abus reprochés à l'administration de l'OEB sous l'ancien Président Benoît Battistelli.

Le document déclare : « Résoudre ces problèmes contribuerait en outre à dissiper l'atmosphère persistante d'intimidation et à permettre au personnel de se concentrer pleinement sur le travail à faire. »

« Une des principales tâches que le Conseil d'administration a confiées à M. Campinos est l'amélioration du dialogue social et la réduction des tensions sociales créées par son prédécesseur. »

« Nous apprécions le fait que le Président Campinos ait fait plusieurs déclarations d'intention prometteuses et nous espérons que celles-ci vont maintenant être rapidement suivies d'actions concrètes. »

« Le « capital de confiance » dont bénéficie M. Campinos commence déjà à s'éroder. C'est pourquoi nous vous exhortons à le soutenir dans la mise en place des changements réclamés par le personnel dans sa résolution. Cela enverrait un signal positif clair à toutes les parties prenantes de l'OEB et contribuerait à restaurer [sic] la réputation de l'organisation. »